

2023

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES



Domaines d'intervention :

Lutte contre la corruption – Contrôle citoyen de l'action publique – Transparence budgétaire – Formation des communautés de base – Accès à l'information – Formation des médias locaux – Participation citoyenne – Gouvernance locale participative – Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO)

REMERCIEMENTS

SOCIAL JUSTICE adresse ses sincères remerciements à tous ses partenaires techniques et financiers dont les appuis ont permis la réalisation de ses activités tout au long de l'année 2022. Nos remerciements vont également à l'endroit des autorités de l'administration publique et Personnalités dont les différentes collaborations et contributions lors des formations et des plaidoyers nous ont été d'une aide inestimable et nous ont permis d'atteindre plusieurs objectifs. Nous n'oublions pas les différents Experts et Consultants dans différents domaines (médias, communication, lutte contre la corruption, processus et transparence budgétaire, marchés publics, etc.) qui sont intervenus lors de nos différentes activités et dont les contributions ont permis d'enrichir les échanges et d'élaborer des outils adéquats aux attentes exprimées. Aussi, voudrions-nous remercier sincèrement les partenaires de la société civile et les médias dont l'engagement sans faille tout au long de l'année et la participation active aux activités ont démontré la vision commune de responsabilité que nous avons et du devoir de responsabilité de nos structures.

Enfin, SOCIAL JUSTICE souhaite à toutes et à tous une Bonne et Heureuse Année 2024.

JULIEN TINGAIN

Président

Résumé exécutif

Dans l'intention de participer au développement de la Côte d'Ivoire l'ONG Social Justice, en cette année 2023, ne perdant pas de vue sa mission de sensibilisation, de promotion de la transparence, la bonne gouvernance et la justice sociale, a encore mis en œuvre un certain nombre de projets afin d'atteindre son objectif de promouvoir la justice sociale par sa contribution à la bonne gouvernance, la transparence et à la gestion efficace et efficiente des ressources publiques et naturelles pour un développement durable par la culture de la paix. Ainsi, ce présent rapport est le lieu de présenter de manière succincte les projets qu'elle a réalisés à savoir le projet Rallying Efforts to Accelerate Progress (REAP) ; Redevabilité des Gouvernements en matière de budgets pour la Planification Familiale. Outre ces projets, ce rapport fait état des ateliers, réunions, conférences, cérémonies ou auxquels les membres de Social Justice ont pris part.

INTRODUCTION

Ces dernières années, des efforts ont été faits par notre gouvernement en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et surtout de lutter efficacement contre les effets néfastes de la corruption qui inhibent le développement de notre pays. Dans la poursuite de sa noble vision, de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent, le gouvernement ivoirien a pris des mesures et a mis en place plusieurs mécanismes afin de favoriser la transparence et la redevabilité, notamment l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au processus de l'Open Government Partnership (OGP) / Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (OGP), la création de la Cour des comptes, la mise en place d'une Autorité indépendante de lutte contre la corruption en la personne morale de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), le guichet unique de l'urbanisme et de l'habitat, etc. Malgré ces actions enregistrées, des efforts restent encore à faire en vue de mesurer les impacts de ces actions sur la vie des citoyens. C'est fort de ce constat que nous formulons les interrogations suivantes renvoyant à des domaines bien précis. Dans le domaine de l'économie, l'on restera-t-il indifférent face au phénomène des flux financiers illicites constituant l'une des raisons fondamentales de l'accroissement du taux de pauvreté et des inégalités sociales et de revenu chez les populations ? Et dans le domaine de la santé, en ce qui concerne la Planification Familiale n'y a-t-il pas des actions à entreprendre en vue de la réalisation effective des engagements pris par le ministère de la santé de l'hygiène publique et de la couverture maladie universelle ? Tout ceci mérite une responsabilisation des gouvernants et autorités, ainsi qu'une rigueur et une transparence renforcée dans la gestion des actions publiques sous l'œil avisé et averti des citoyens.

C'est donc dans ce cadre que SOCIAL JUSTICE milite afin d'apporter sa pierre à l'édification d'une société ivoirienne, d'une nation plus ouverte, transparente, inclusive et durable. Ainsi, à travers ses activités qui sont de plusieurs types partant des recherches, des consultations locales en vue de recueillir les avis des populations, des formations et sensibilisations des organisations de la société civile (OSC), des médias, des autorités municipales, des institutions nationales, des jeunes, des femmes sur le contrôle citoyen de l'action publique, des analyses du Budget de l'Etat, le blanchiment de capitaux, SOCIAL JUSTICE essaie d'accompagner le gouvernement dans son rôle régalien de réaliser le développement de notre pays. Outre les activités précédemment énumérées, il faudrait ajouter les plaidoyers qui ont été menés à l'endroit des autorités, notamment en ce qui concerne la transparence budgétaire, et de la santé en vue d'exprimer aux autorités, aux décideurs les attentes des populations.

SOCIAL JUSTICE a également renforcé les capacités de ses membres à travers leur participation à des ateliers, des séminaires nationaux et internationaux de formation et de partage d'expériences.

Mieux dans ce présent rapport, il sera question de présenter toutes les activités réalisées par l'ONG Social Justice au cours de l'année 2023. C'est dans ce sens que dans les différentes articulations de ce rapport, nous ferons d'abord cas des principaux livrables de l'année 2023 ensuite nous présenterons l'état des lieux de la mise en œuvre des projets et nous ouvrirons une brèche pour les perspectives.

I- PRINCIPAUX LIVRABLES DE L'ANNEE 2023

L'ONG Social Justice ayant pour objectif principal de promouvoir la justice sociale en contribuant à la bonne gouvernance, à la transparence, à la gestion efficace et efficiente des ressources publiques et naturelles pour un développement durable par la culture de la paix en Côte d'Ivoire, a au cours de l'année 2023 exécuté des projets cadrant avec son domaine d'intervention. Ainsi plusieurs projets ont été réalisés ainsi que des études notamment l'Enquête sur le Budget Ouvert 2023 (OBS 2023).

❖ Au titre de la lutte contre la corruption et des infractions assimilées

Pour lutter de manière efficace contre la corruption, Social Justice a réalisé le projet: « **Rallying Effort to Accelerate Progress (REAP)** ». Financé par Transparency International, le projet a consisté à mener des actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et l'évasion fiscale en Côte d'Ivoire. Débuté le 1^{er} avril 2021, le projet est encore en cours et prendra fin le 31 mars 2024. Ce projet vise à réduire la pauvreté grandissante et les inégalités de revenu en Afrique à travers une lutte contre les flux financiers illicites (FFI), le manque d'accès aux ressources publiques pour les personnes marginalisées et le manque de responsabilité sociale. La mise en œuvre du projet a nécessité l'organisation d'un atelier qui a été de présenter et valider le rapport d'étude sur l'analyse des politiques d'incitations fiscales en Côte d'Ivoire conformément aux principes de lutte contre l'évasion fiscale. Ce projet a eu un impact qu'il convient de mentionner. En effet, le projet a eu des impacts sur quelques institutions ivoiriennes entre autres la DGI, la DGD et la HABG. La DGI sur la question de l'évasion fiscale a fait part de l'importance de la sensibilisation et a ensuite fait des recommandations à savoir la mise en place des instruments efficaces de lutte contre l'évasion fiscale, faire une évaluation en faisant de telle sorte que les entreprises locales arrivent à bénéficier des avantages des exonérations, inscrire la gouvernance et la bonne gouvernance dans la lutte contre l'évasion fiscale. La DGD pour sa part, a parlé de la réédition des comptes et du retard de l'Etat sur l'innovation technologique. Quant à la HABG, elle a préconisé de faire la cartographie des risques d'évasion fiscale dans les régies. Pour la CENTIF, il faudra amender les lois et avoir des institutions fortes dans la coopération interinstitutionnelle pour pouvoir mener une lutte forte contre le phénomène de l'évasion fiscale. En plus des impacts, nous avons constaté des changements dans la réalisation du projet. En effet, les liens de collaboration de Social Justice avec des institutions étatiques la DGI, DGD, HABG et la CENTIF ont été renforcés lors de l'atelier de présentation

des résultats de l'analyse des données sur les politiques d'incitations fiscales en Côte d'Ivoire conformément aux principes de lutte contre l'évasion fiscale. Ces institutions ont largement apprécié le thème de l'étude et le travail de l'expert, c'est ce qui a suscité leur participation et contribution actives à travers des recommandations et orientations qui ont été faites sur le rapport d'étude. Mais au cours du projet, nous relevons des défis énormes liés à la collecte des données. En effet, peu d'étude a été faite sur le phénomène des flux financiers illicites. Cette situation n'a pas facilité le travail et a rendu difficile d'avoir accès aux données. Aussi, au niveau des administrations, le processus engagé pour avoir accès aux données était lourd. À côté de cela, nous notons la réticence et la peur de certains agents administratifs de rendre les données disponibles sous prétexte de perdre leur emploi. Dans ce cas, s'ils livrent les informations ils préfèrent se réserver de donner les sources. Ces situations n'ont pas permis de finaliser à temps le rapport.

❖ **Au titre de la transparence budgétaire et de la participation citoyenne**

En ce qui concerne la transparence budgétaire et la participation Citoyenne, un projet a été réalisé notamment le projet « Redevabilité des gouvernements en matière de budgets consacrés à la Planification familiale », financé par Champions of Global Reproductive Rights (PAI) a été réalisé par le consortium composé de l'ONG Social Justice et l'ONG Mission des Jeunes pour l'Éducation la Santé la Solidarité et l'Inclusion (MESSI). Il a été question au cours de ce projet de faire le suivi des engagements relatifs au financement de la Planification Familiale et des produits contraceptifs. Étant à sa quatrième phase il a été réalisé sur la période allant du 1^{er} avril 2022 au 30 septembre 2023. Dans l'exécution, diverses activités ont été réalisées notamment la collecte des données budgétaires pour le renseignement du cadre commun, le suivi des engagements en lien avec la Planification Familiale dans le PAN OGP 2020-2022. En plus de cela, il y a eu l'organisation d'un atelier dans le cadre du suivi du PAN OGP 2020-2022 et de propositions d'engagements pour le PAN OGP 2022-2024 relatifs à la planification familiale et produits contraceptifs. Au nombre des activités réalisées, nous marquons aussi l'organisation d'une réunion de discussion sur la mise en œuvre des engagements dans le PAN OGP 2020-2022 avec le PNSME (Porteur d'engagement) et le CT-OGP ainsi que la sollicitation de SOCIAL JUSTICE pour une rencontre d'échange avec la CAIDP. Encore dans le cadre des activités de ce projet, Social Justice a organisé deux rencontres : une rencontre préparatoire d'un atelier sur les défis de mise en œuvre du cadre commun et du motion tracker avec le coordonnateur motion tracker en Côte d'Ivoire et rencontre avec les membres du comité pour

la relecture du rapport d'analyse du cadre commun puis comme dernière activité l'organisation d'un atelier sur les défis de mise en œuvre du cadre commun et du motion tracker. A l'issue des activités réalisées, dans le cadre de ce projet, il y a eu des impacts significatifs qu'il convient de faire cas. En effet, ce projet a contribué à renforcer la collaboration avec le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de la couverture maladie universelle et surtout avec le Programme National de la Santé de la Mère et de l'Enfant (PNSME) qui à travers le plaidoyer, a débuté de façon progressive la publication des données budgétaires de la PF et produits contraceptifs sur le site du ministère de la santé (Cf <https://www.sante.gouv.ci/assets/fichiers/rapport-tech-final-produits-consommables-quantif-srmni-23-24.pdf>/<https://sante.gouv.ci/assets/fichiers/partenariat-pour-un-gouvernement-ouvert1.pdf>) En plus de cela, le PNSME s'est engagé à publier la notification de crédit afin de permettre à Social Justice de vérifier que le transfert est uniquement dédié à l'achat des produits contraceptifs. Encore, dans la réalisation de ce projet, une ligne dédiée à l'achat des produits contraceptifs a été effectivement créée en janvier 2021. Cette ligne est nommée « autre transfert » et le numéro correspondant à la ligne est : 649900. Pour justifier l'effectivité de la création de cette ligne, Social Justice a reçu les documents montrant qu'une ligne a été effectivement créée pour l'achat des produits contraceptifs. Ces documents sont notamment : une notification de crédits autorisés 2022, le bordereau de transmission des fonds à l'UNFPA pour l'achat des produits contraceptifs. Suite aux impacts dans le cadre de ce projet, qu'en est-il des changements ? Pendant l'exécution de ce projet des changements ont eu lieu à plusieurs niveaux. D'abord, nous signifions une **implication et engagement progressifs des acteurs du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique, et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU) et du Programme National de la Santé de la Mère et de l'Enfant (PNSME)**. En effet, le MSHPCMU et le PNSME qui étaient réticents au départ participent à certaines réunions organisées par SOCIAL JUSTICE. Cela se manifeste aussi à travers leur réponse à certains courriers de demande d'information transmis par SOCIAL JUSTICE. Après avoir désigné un point focal en son sein pour accompagner SOCIAL JUSTICE dans ses activités de suivi budgétaire en lien avec la PF, le PNSME a sollicité l'aide de SOCIAL JUSTICE pour le suivi des fonds transmis à l'UNFPA pour l'achat des produits contraceptifs.

Encore, il y a eu un changement au niveau de l'amélioration de la collaboration entre SOCIAL JUSTICE et plusieurs entités étatiques notamment, le plaidoyer budgétaire qui a permis à SOCIAL JUSTICE d'entretenir de profonde collaboration avec le ministère du budget, la CAIDP, le CT-OGP, l'Union des Villes et Communes de la Côte d'Ivoire (UVICOCI). Dans

cette même veine, le ministère du budget répondant favorablement aux sollicitations de SOCIAL JUSTICE, a eu un appui qui a permis de comprendre le processus de création de la ligne budgétaire et d'obtenir l'historique (informations générales et budgets) sur l'achat des produits contraceptifs de 2016 à 2019. Concernant la CAIDP, des séances de travail ont été organisées dans le but d'amener les ministères en général et le MSHPCMU en particulier à publier les informations budgétaires. Le CT OGP a accordé son appui à SOCIAL JUSTICE en intégrant les engagements pris par SOCIAL JUSTICE dans le PAN OGP 2020-2022. Les engagements sont :

- Engagement 8 : Créer une ligne budgétaire spécifique pour l'achat des produits contraceptifs dénommée « Achat de produits contraceptifs »
- Engagement 9 : Publier sur le site du ministère de la santé les informations budgétaires relatives à la Planification Familiale en général et à l'achat des produits contraceptifs en particulier.

Avec l'UVICOCI, les discussions se poursuivent dans le but de sensibiliser les mairies à créer une ligne budgétaire dédiée aux produits contraceptifs dans le budget communal. **Au rang des changements, nous notons aussi la mise en place d'un processus de généralisation du référentiel d'information et d'évaluation des sites internet des entités étatiques. A cet effet, avec l'appui de SOCIAL JUSTICE, la CAIDP a obtenu une subvention pour la généralisation du référentiel d'information budgétaire et l'évaluation des sites des structures de l'Etat.** En plus, au titre des changements, il est bien de marquer **une implication de la cour des comptes dans le contrôle des comptes du PNSME** en ce sens que la Cour des comptes est désormais plus regardant sur les comptes du PNSME grâce à une note de plaidoyer transmise par SOCIAL JUSTICE. Au cours de l'année précédente, les caisses du PNSME ont été auditées. Enfin avec les organisations de la société civile, le changement se situe au niveau du renforcement de la collaboration avec les Osc car elles contribuent quant à elles à l'élaboration et à la signature des notes de plaidoyer initiées par SOCIAL JUSTICE. Mieux, elles participent également aux rencontres de plaidoyer organisées par SOCIAL JUSTICE. A côté des impacts et des changements, dans l'exécution du projet, des défis se sont présentés. Concernant ce volet, il est fort intéressant de mentionner d'abord la lourdeur et les procédures administratives qui ont rendu difficile les recherches d'informations et les accès aux informations sur les décaissements et les dépenses. Car les régisseurs détenant certaines informations sont des agents qui ne communiquent presque pas avec le public. Ils ont besoin d'autorisation avant de donner les informations même aux agents de la PNSME qui ne font pas partie du service financier. Ensuite,

la redevabilité dans les structures étatiques reste encore un défi : SOCIAL JUSTICE note encore une faible compréhension de la notion de redevabilité au niveau des acteurs du MSHPCMU. Enfin, les faibles réactions de l'UNFPA n'ont pas facilité le travail en ce sens qu'il y a eu une faible collaboration de l'UNFPA avec SOCIAL JUSTICE car l'UNFPA n'a pas répondu aux courriers d'invitation et de demande d'information de Social Justice.

❖ **Au titre des ateliers, rencontres, campagnes de vulgarisation, séminaires, visites d'échange et coaching**

Outre les projets réalisés, les membres de Social Justice ont pris part à des ateliers, rencontres nationaux et internationaux qu'il convient de mentionner.

Au Plan National

❖ **Les Ateliers :**

➤ **ATELIER DE PRESENTATION ET DE VALIDATION DU RAPPORT D'ETUDE SUR L'ANALYSE DES POLITIQUES D'INCITATIONS FISCALES EN COTE D'IVOIRE CONFORMEMENT AUX PRINCIPES DE LUTTE CONTRE L'EVASION FISCALE**

Le mardi 27 juin 2023 a eu lieu à Abidjan à la **Résidence Ohinéé de Cocody II Plateaux**, l'atelier de présentation et de validation du rapport d'étude sur **l'Analyse des politiques d'incitations fiscales en Côte d'Ivoire conformément aux principes de lutte contre l'évasion fiscale**. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet Rallying Effort to Accelerate Progress (REAP), financé par l'ONG internationale Transparency International (TI). Ce projet a contribué aux actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et de l'évasion fiscale.

Objectif général :

Valider les résultats du rapport d'analyse sur les politiques d'incitations fiscales en Côte d'Ivoire conformément aux principes de lutte contre l'évasion fiscale.

Objectifs spécifiques :

- Présenter les résultats de la collecte des données sur l'analyse des politiques d'incitations fiscales en Côte d'Ivoire conformément aux principes de lutte contre l'évasion fiscale ;

- Engager des discussions et des amendements des résultats de l'étude en vue de la validation du rapport ; faire des recommandations en vue de la validation du rapport d'analyse ;
- Présenter et amender les recommandations du plan de plaidoyer en vue de sa validation.

➤ **ATELIER DE LANCEMENT DU PROCESSUS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE**

Le mardi 24 janvier 2023 s'est tenu à l'hôtel **Silver Moon** de 9h25 à 16h à **Cocody II Plateaux** l'atelier de Lancement du Processus de Renforcement des Capacités des organisations de la société civile. Cet atelier se situe dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** ». Cet atelier a enregistré la participation de dix (10) organisations de la société civile.

Objectif principal :

Expliquer aux dix (10) organisations de la société civile la logique du processus de renforcement des capacités les concernant.

Objectifs spécifiques :

- Harmoniser la compréhension du projet de renforcement des capacités des OSC ;
- Présenter le plan de renforcement de capacités, le discuter au besoin et le valider par les dix (10) OSC ;
- Permettre aux bénéficiaires de se côtoyer davantage pour faciliter le réseautage.

➤ **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LE LEADERSHIP ORGANISATIONNEL**

Du jeudi **02** au samedi **04** février **2023** à l'**Hotel Silver Moon des II Plateaux à Abidjan Angré** a eu lieu la première session de formation de l'Atelier de Renforcement des Capacités Organisationnelles de dix (10) Organisations de la Société Civile (Osc). Cette première session de formation placée sous le thème principal de « **Leadership Organisationnel** », s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** » mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ).

Objectif général :

Contribuer à améliorer la gestion interne et le leadership au sein des OSC pour l'accroissement de leurs capacités d'intervention.

Objectifs spécifiques :

- Analyser les défis organisationnels en lien avec les formes de leadership existants ;
- Analyser les défis organisationnels en lien avec la gouvernance interne, la gestion des RH, la gestion financière, etc ;
- Renforcer les capacités des OSC à développer le leadership approprié pour gérer des projets et des équipes ;
- Accompagner les OSC à développer un plan de développement organisationnel.

➤ ATELIER DE FORMATION SUR LE CONCEPT DE CORRUPTION LES INFRACTIONS ASSIMILEES LE CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL AINSI QUE LES PROCEDURES DE LUTTE EN COTE D'IVOIRE

Du mardi **21** au vendredi **24** février **2023** a eu lieu à **Abidjan, à la Résidence Vallons des II Plateaux**, la deuxième session de formation de l'Atelier de Renforcement des Capacités Organisationnelles de dix (10) Organisations de la Société Civile (Osc). Cette deuxième session de formation se déroulant autour du thème principal « **Le Concept de Corruption les Infractions Assimilées le Cadre Légal et Institutionnel ainsi que les Procédures de Lutte en Côte d'Ivoire** », s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** » mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ).

D'une manière générale, le projet vise à soutenir les efforts de réforme du gouvernement ivoirien pour améliorer le climat d'investissement et d'affaires en renforçant l'intégrité, la redevabilité et la passation des marchés publics en respectant le principe de la concurrence.

Les objectifs spécifiques poursuivis dans le cadre de cette session de formation sont les suivants :

- Comprendre comment des normes et pratiques sociales quotidiennes constituent des leviers aux actes de corruption et à en identifier dans la société ivoirienne ;
- Distinguer les différents actes de corruption en théorie et dans la pratique ;

- Faire une appropriation croisée des dispositions de la CNUC et des ordonnances 2013-660 modifiée et 2013-661 ;
- Faire une lecture critique du dispositif anticorruption de la Côte d'Ivoire et à en identifier des points d'amélioration.

➤ **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LA GESTION DS PROJETS**

Du jeudi **16** au samedi **18** mars **2023**, s'est tenu à la **Résidence Les Terrasses de la Riviera Bonoumin**, la 3^{ème} session de formation de l'Atelier de Renforcement des Capacités Organisationnelles de dix Organisations de la société civile autour du thème « **La Gestion de Projets** » Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** » mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ).

Objectif général :

Soutenir les OSC dans leurs efforts de prise d'initiatives visant à accompagner l'état dans ses différents défis.

Objectifs spécifiques :

- Améliorer les connaissances des OSC en matière de cycle de projets (conception, exécution, suivi-monitoring, évaluation) ;
- Amener les OSC à identifier et à s'appropriier les différents outils de gestion de projet (évaluation des besoins, suivi évaluation, cadre de performance) ;
- Analyser les bonnes pratiques en matière d'élaboration et d'exécution de projet (Baseline, théorie de changement, logique d'intervention, gestion des risques, sensibilités, etc)

➤ **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OSC SUR L'APPROCHE SYSTEMIQUE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION LIMITE DE L'APPROCHE MESSIANIQUE, SYSTEME NATIONAL D'INTEGRITE ? SYSTEME DE MANAGEMENT ANTICORRUPTION**

Du mardi **28** au vendredi **31** mars **2023** a eu lieu à **Abidjan, Cocody au siège de la GIZ à la Riviera 3**, la troisième session de formation de l'Atelier de Renforcement des Capacités

Initiative pour la justice sociale, la Transparence et la Bonne gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCAIL JUSTICE). Tel: +225 27 21 77 63 73/+225 07 69 63 40 62 email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjusticeci.org

Organisationnelles de dix (10) Organisations de la Société Civile (Osc) sur la lutte contre la corruption. Cette troisième session de formation relative au **module 2**, se déroulant autour du thème « **L’approche systémique de lutte contre la corruption (limite de l’approche messianique, système national d’intégrité, système de management anticorruption, etc.)** » s’inscrit encore dans le projet « **Bonne Gouvernance pour l’Accroissement des Investissements et de l’Emploi en Côte d’Ivoire** » mis en œuvre par l’Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ). Le projet vise à soutenir les efforts de réforme du gouvernement ivoirien pour améliorer le climat d’investissement et d’affaires en renforçant l’intégrité, la redevabilité et la passation des marchés publics en respectant le principe de la concurrence.

Objectif général :

Améliorer le niveau de connaissance sur des approches conceptualisées et réputées de lutte contre la corruption et d’explorer les possibilités de leur adaptation au contexte ivoirien.

Objectifs spécifiques :

Renforcer les connaissances des OSC sur les approches suivantes : les limites de l’approche messianique ; le système national d’intégrité (SNI) ; l’approche systémique de Klitgaard ; le Système de Management Anticorruption (SMAC) ; la transparence budgétaire et mécanismes de contrôle ; la surveillance de la commande publique.

➤ **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES**

Les **17, 18 et 28 avril 2023**, s’est tenu à Abidjan à l’**Hôtel Capitol de Cocody Riviera** un atelier de formation de dix organisations de la société civile sur la « **Mobilisation des Ressources** ». Cette formation s’inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l’Accroissement des Investissements et de l’Emploi en Côte d’Ivoire** » mis en œuvre par l’Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ).

Objectif général :

Contribuer à l’amélioration de la stratégie de mobilisation des ressources des OSC bénéficiaires du processus de renforcement de capacité.

Objectifs spécifiques :

- Amener les OSC à avoir une meilleure compréhension des différentes techniques de mobilisation de ressources ;
 - Renforcer les connaissances et compétences des OSC en matière de techniques appropriées de financement de leurs projets de développement ;
 - Analyser des approches claires pour élargir les sources de financement des OSC ;
 - Analyser les bailleurs de fonds et leurs procédures en matière de financement.
- **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES DES GROUPES THEMATIQUES (GT) DE LA PSCI-PGO SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE ET LES OUTILS DE PARTICIPATION CITOYENNE**

Du lundi 27 février au mercredi 1^{er} mars 2023, s'est tenu à l'hôtel Golden Palace de Grand Bassam, un Atelier de formation des membres des Groupes Thématiques (GT) Transparence Budgétaire et Participation Citoyenne de la Plateforme des Organisations de la société civile pour le PGO en Côte d'Ivoire (PSCI-PGO) sur le contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) et les outils de participation citoyenne. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la phase 2 du projet « Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF2) » mis en œuvre par Expertise France Groupe AFD et financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Les objectifs spécifiques poursuivis dans le cadre de cette formation sont :

- Permettre à la PSCI-PGO en général et aux GT de façon spécifique d'être suffisamment outillés en vue de leur meilleure participation au processus conformément aux principes du PGO et au regard des cas pratiques et outils enseignés durant la formation ;
- Outiller la plateforme de la société civile à pouvoir s'impliquer activement et concrètement et être force de proposition au côté de l'administration pour la co-élaboration du quatrième PAN (PAN4) ;
- Echanger des idées et des points de vue sur le concept et le principe du CCAP et sur l'importance de mettre en place un système de gouvernance basé sur les principes OGP ;
- Initier les participants à certains de ces outils et techniques et explorer les opportunités pour une institutionnalisation des approches participatives appliquées au CCAP en Côte d'Ivoire ;
- Partager des expériences sur les applications pratiques d'outils et de techniques participatifs de CCAP.

➤ **ATELIER SUR LA PLATEFORME MULTIPARTITE (1^{ère} SESSION)**

Le mercredi 29 mars 2023, de 09h à 13h40, s'est tenue la première session de la plateforme multipartite. Cette session s'inscrivant dans le cadre du projet intitulé « finance publique, je participe » co-financé et mis en œuvre par l'Union Européenne, la fondation Friedrich-Ebert-

Initiative pour la justice sociale, la Transparence et la Bonne gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCAIL JUSTICE). Tel: +225 27 21 77 63 73/+225 07 69 63 40 62 email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjusticeci.org

Stiftung (FES) et le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF) a été expérimentée dans les localités de Daloa, Korhogo, Bondoukou et Abidjan sur une période de trois (03) années. Ce projet vise à améliorer la gouvernance des finances publiques et de la rendre plus sensible au genre grâce à l'implication de la société civile féminine ivoirienne.

Objectif général :

Créer un cadre de concertation permanente entre les OSC en général et particulièrement les OSC féminines, les acteurs étatiques de la Gestion des Finances Publiques (GFP), les partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour une meilleure synergie d'action.

Objectifs spécifiques :

- Mettre en relief les défis de la participation citoyenne au processus de gestion des finances publiques en Côte d'Ivoire ;
- Montrer que l'accès de l'eau est un droit fondamental de l'homme que l'Etat doit protéger au bénéfice de la population de Daloa ;
- Rappeler les engagements de l'Etat en rapport avec l'ODD 6 à l'horizon 2030
- Mettre en relief la situation de la disponibilité quantitative et qualitative de l'eau de Daloa ;
- Collecter les recommandations destinées à poursuivre le plaidoyer auprès des acteurs compétents au niveau local et national ;
- Analyser les possibilités prochaines d'allocations budgétaires pour prendre en charge la question ;
- Favoriser des échanges entre les acteurs étatiques et ceux de la société civile.

➤ **ATELIER SUR LA PLATEFORME MULTIPARTITE (2^{ème} SESSION)**

Le jeudi 17 Août 2023, de 09h à 13h40, s'est tenue à l'hôtel IVOTEL sis au plateau la deuxième session de la plateforme multipartite. Cette session s'est inscrite dans le cadre du projet intitulé « finance publique, je participe » co-financé et mis en œuvre par l'Union Européenne, la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF). Expérimenté dans les localités de Daloa, Korhogo, Bondoukou et Abidjan sur une période de trois (03) années, ledit projet avait pour objectif d'améliorer la gouvernance des finances publiques afin de la rendre plus sensible au genre grâce à l'implication de la société civile féminine ivoirienne.

Objectif général :

Contribuer à mettre en phase les défis de lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire et explorer les voies et moyens pour aider au renforcement des efforts déjà consentis par l'Etat, de sorte à rassurer davantage les populations de plus en plus désemparées.

Objectifs spécifiques :

- Mettre en relief les défis liés à la coordination des actions de lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire ;
- Explorer les réalités opérationnelles à prendre en compte pour optimiser la lutte contre la drogue dans notre pays ;
- Réfléchir sur les mécanismes budgétaires qui peuvent être activés, dans le contexte actuel des réformes des finances publiques, pour obtenir une allocation plus importante des ressources financières en vue de lutter plus efficacement contre la drogue en Côte d'Ivoire ;
- Monter comment les ODDs et les Droits de l'Homme peuvent être mis au cœur de la lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire ;
- Susciter un consensus au tour du renforcement de l'engagement du gouvernement dans la lutte contre la drogue ;
- Collecter des recommandations destinées à poursuivre le plaidoyer auprès des acteurs compétent au niveau local et national.

➤ **ATELIER SUR LA PLATEFORME MULTIPARTITE (3^{ème} SESSION)**

Le jeudi 12 octobre 2023, de 09h à 13h00, s'est tenue à l'hôtel Belle Côte de la Riviera Palmeraie la deuxième session de la plateforme multipartite. Cette session s'inscrivant dans le cadre du projet « Finance Publique, je Participe » co-financé et mis en œuvre par l'Union Européenne, la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF) a été expérimenté dans les localités de Daloa, Korhogo, Bondoukou et Abidjan sur une période de trois (03) années. Ce projet avait pour objectif d'améliorer la gouvernance des finances publiques afin de la rendre plus sensible au genre grâce à l'implication de la société civile féminine ivoirienne.

➤ **ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AUDITEURS CITOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES (Projet PAGOc)**

Le mardi 6 et mercredi 7 juin 2023, s'est tenu un atelier de renforcement des capacités des auditeurs citoyens des politiques publiques. Relativement au projet d'Appui à la Bonne Gouvernance par le Contrôle Citoyen (PAGOc) initié par la Fondation Friedrich Nauman, un réseau d'auditeurs citoyens des politiques publiques a été mis en place à l'issu des programmes

Initiative pour la justice sociale, la Transparence et la Bonne gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCAIL JUSTICE). Tel: +225 27 21 77 63 73/+225 07 69 63 40 62 email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjusticeci.org

de renforcement des capacités lors de la première phase du projet. Ce réseau, composé de plus d'une vingtaine de personnes issues de différentes Organisations de la Société Civile dont l'ONG SOCIAL JUSTICE, avait pour mission de faire la promotion de la Bonne Gouvernance, d'auditer et évaluer les politiques publiques.

Objectif général :

Réviser les acquis et renforcer les capacités des participants sur l'évaluation des politiques publiques

Objectifs spécifiques :

- Réviser les acquis sur la notion de la Bonne Gouvernance ;
- Renforcer les capacités des auditeurs sur l'évaluation des politiques publiques.

➤ **ATELIER DE PRE-VALIDATION DU DOCUMENT BUDGET CITOYEN 2024**

Du mercredi 27 au vendredi 29 Décembre 2023, à Mantchan hôtel, Grand Bassam, a eu lieu l'atelier de pré validation du document budget citoyen 2024. Dans un souci de transparence, depuis plusieurs années la Cote d'Ivoire élabore le document budget citoyen qui est aujourd'hui à sa 6ème édition. Il faut noter que bien avant cet atelier, il y a eu plusieurs rencontres à la DGBF par rapport à ce document.

Objectif général

Procéder à une pré-validation du projet du document budget citoyen 2024

Objectifs spécifiques

Ce séminaire a permis la finalisation des différentes parties ci-dessous du budget citoyen 2023 :

- La gestion du budget en mode budget-programmes en 2022 ;
- Quelques définitions et principes essentiels ;
- Le premier salaire du nouveau fonctionnaire
- Le contrôle des dépenses de l'Etat par le contrôleur financier ;
- La participation des citoyens au processus budgétaire ;
- Le processus d'élaboration du budget en mode budget-programmes ;
- Le contexte et les hypothèses de l'élaboration du budget 2024 ;
- La présentation du budget 2024 ;
- Quelques grands projets du Gouvernement au titre des dépenses d'investissement en 2024 ;
- L'Etat toujours plus proche des populations ;
- Le résumé de l'annexe fiscale ; Le glossaire.

Par ailleurs, il a permis l'élaboration de la matrice du plan d'actions à mener dans le cadre de la transparence budgétaire

❖ **Au titre des Rencontres, campagnes de vulgarisation, séminaires, visites d'échange et coaching**

➤ **CAMPAGNE DE VULGARISATION DU BUDGET CITOYEN**

Du 28 au 30 mars 2023 a eu lieu la campagne de vulgarisation du budget citoyen dans les localités de Sassandra, Grand-Lahou, Toumodi, Bongouanou, Mankono, Ouangolodougou, Bouaflé et Guiglo. Dans la poursuite de l'efficacité de l'action publique, le Gouvernement s'est engagé dans une dynamique d'amélioration de la Transparence dans la gestion des finances publiques en prenant l'initiative d'élaborer depuis 2019 un document appelé **Budget citoyen**, traduisant l'information budgétaire de façon synthétique dans un langage accessible à tous, afin de rapprocher davantage le Budget de l'État des populations, en facilitant sa compréhension et son appropriation.

Objectif général :

Informers les populations sur les actions de l'Etat au titre de l'année 2023 à travers le budget citoyen tout en faisant la promotion de celui-ci afin d'amener la population à se l'approprier.

➤ **RENCONTRE AVEC LES ONG DE LA PLATEFORME PSCI-PGO**

Le lundi 08 mai 2023, s'est tenue à l'hôtel Palm Club de 08h à 12h30 une rencontre avec les OSC à travers la Plateforme de la Société Civile pour le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PSCI-PGO). Organisée par la PSCI-PGO en partenariat avec Expertise France et présidée par la Présidente du CT-OGP, cette rencontre s'est inscrite dans le cadre de la « Semaine de l'OGP » et a eu pour mission de vulgariser l'OGP en Côte d'Ivoire.

Objectif général :

Sensibiliser les organisations de la société civile ivoirienne sur les principes et valeurs de l'OGP afin de susciter leur participation active au processus de l'OGP en Côte d'Ivoire.

Objectifs spécifiques :

- Identifier et présenter l'OGP aux OSC non membres de la PSCI-PGO afin de le vulgariser ;
- Susciter et inviter les OSC de façon générale à participer au processus de l'OGP en Côte d'Ivoire.

➤ **SEMINAIRE D'ECHANGES MULTI ACTEURS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA REFORME DES FINANCES PUBLIQUES 2022-2024**

Dans le cadre de l'amélioration continue des finances publiques, le Gouvernement ivoirien a adopté le 1^{er} juin 2022, un schéma directeur de la réforme des finances publiques (SDRFP) pour la période 2022-2024. Ainsi, du 3 au 4 octobre 2023, s'est tenu à l'hôtel Belle Côte à la Riviera Palmeraie, un séminaire d'échanges multi-acteurs entre le CONAFIP et les acteurs non étatiques. Le but visé par ce séminaire est de renforcer la compréhension mutuelle du schéma directeur 2022-2024 susceptible d'assurer une plus grande efficacité dans la mise en œuvre.

Objectif général :

Renforcer le dialogue entre le CONAFIP et les acteurs non étatiques (ANE) sur la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des finances publiques 2022-2024

Objectifs spécifiques :

- Rappeler aux ANE les enjeux et objectifs du nouveau SDRFP ainsi que sur le contenu de chaque axe stratégique ;
- Sensibiliser les ANE sur la nécessité de leur implication dans l'information des citoyens et des opérateurs économiques sur les réformes ;
- Présenter aux ANE le bilan à fin 2022 et à fin juin 2023 de la mise en œuvre du schéma directeur ;
- Faire des recommandations à l'endroit du Comité de pilotage.

➤ **VISITE D'ÉCHANGE DE LA COALITION DE DIX OSC SUR SAN PEDRO**

Du 8 au 11 août 2023, s'est tenu à San Pédro à l'Hôtel Degny Plage une visite d'échange des organisations de la société civile (OSC) bénéficiant du processus de renforcement des capacités mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ), et financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). Cette visite s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** »

Objectif général :

Contribuer à élargir l'horizon des systèmes d'apprentissage des OSC.

Objectifs spécifiques :

- Visiter et échanger avec les OSC de San Pédro ;
- Echanger avec les pouvoirs publics et autres partenaires majeurs des OSC hôtes au sujet des relations qui prévalent entre eux et les OSC ainsi que leur perception des options et stratégies d'intervention des OSC ;

- Analyser avec les OSC hôtes, les stratégies de mobilisation de ressources et de financement d'activités d'OSC

➤ **COACHING SUR LA SURVEILLANCE CITOYENNE DES PROCESSUS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS.**

Les 15, 16, 17 et 19 mai 2023 à l'Hotel Silver Moon des II Plateaux à Abidjan Angré a eu lieu une session de coaching dans le cadre du processus de Renforcement des Capacités de dix (10) Organisations de la Société Civile (Osc). Cette session de coaching placée sous le thème principal de « **La Surveillance Citoyenne des Processus de Passation des Marchés Publics** », s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** » mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ). Les mandats de ce coaching s'intitulent somme suit : renforcer les connaissances des Osc sur les approches et les activités de lutte et de prévention de la corruption existantes en théorie ; Soutenir les Osc à identifier des approches appropriées pour combattre et prévenir la corruption adaptée à la fois à leur localité spécifique et à leur public cible. Les objectifs spécifiques poursuivis dans ce coaching sont :

- Renforcer les connaissances sur des approches conceptualisées et réputées de lutte contre la corruption et d'explorer les possibilités de leur adaptation au contexte ivoirien
- Adapter des approches conceptualisées et réputées de lutte contre la corruption au contexte ivoirien, contexte spécifique d'intervention des Osc.

➤ **COACHING PORTANT APPUI A L'ELABORATION D'UN DOCUMENT DE POSITIONNEMENT DE LA SOCIETE CIVILE SUR LES LIMITES DU CADRE LEGAL, INSTITUTIONNEL ET DES PROCEDURES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Du mercredi 1^{er} au vendredi 3 mars 2023 a eu lieu à Abidjan à l' hôtel **Capitol de la Riviera Golf** la troisième session de formation de l'Atelier de Renforcement des Capacités Organisationnelles de dix (10) Organisations de la Société Civile (Osc). Cette deuxième session de formation se déroulant autour du thème principal « **Le Concept de Corruption les Infractions Assimilées le Cadre Légal et Institutionnel ainsi que les Procédures de Lutte en Côte d'Ivoire** », s'inscrit dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance pour**

l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire » mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ).

Objectif général :

Permettre aux Osc de lutte contre la corruption d'identifier les limites du dispositif de lutte en Côte d'Ivoire et de faire des propositions concrètes pour son amélioration.

Objectifs spécifiques :

- Rechercher et relever les contradictions et insuffisances dans le cadre juridique ;
- Analyser les faiblesses du dispositif institutionnel ;
- Elaborer un document de position de la société civile proposant des amendements au cadre juridique et institutionnel de la prévention et de la répression de la corruption en Côte d'Ivoire.

➤ **COACHING SUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF OPERATIONNEL POUR CHAQUE ORGANISATION EN TERMES DE DETECTION ET DENONCIATION DE LA CORRUPTION**

Le mercredi 26 juillet 2023 s'est tenu à Yopougon Ananeraie au siège de l'ONG Social Justice, de 09H25 à 12H10 un Coaching portant sur **la mise en place d'un dispositif (dispositif 2 D) opérationnel pour chaque organisation en termes de détection et dénonciation de la corruption**. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Processus de Renforcement des Capacités des organisations de la société civile, sur le projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** », mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ) et financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). La session a été assurée par Dr Koami Gouton, Socio Anthropologue du Développement.

Objectif principal :

Doter chaque organisation d'un dispositif lui permettant de faire la dénonciation en identifiant et en s'appuyant sur leurs activités menées au quotidien en vue de l'implémentation d'un dispositif de détection et de dénonciation de la corruption.

Objectifs spécifiques :

Initiative pour la justice sociale, la Transparence et la Bonne gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCAIL JUSTICE). Tel: +225 27 21 77 63 73/+225 07 69 63 40 62 email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjusticeci.org

- Relever les actes de corruption au quotidien ;
- Faire attention aux actes de corruption pour dénoncer.

➤ **COACHING SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES CHANTIERS OUVERTS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OSC**

Le vendredi 20 octobre 2023 s'est tenu à Cocody à la cité des arts au siège de l'ONG Transparency Justice de 10H05 à 12H15, la dernière session de coaching portant sur l'état d'avancement des chantiers ouverts du développement organisationnel de la plateforme de la société civile ivoirienne pour le partenariat pour un gouvernement ouvert (PSCI-PGO). Cette activité s'inscrit dans le cadre du Processus de Renforcement des Capacités des organisations de la société civile, sur le projet « **Bonne Gouvernance pour l'Accroissement des Investissements et de l'Emploi en Côte d'Ivoire** », mis en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GIZ) et financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).

Objectif Principal :

S'imprégner du niveau d'avancement des différents chantiers ouverts (ressources humaines ; le PDO ; le PS ; la MR ; les AGR).

Objectifs spécifiques :

- Evaluer l'état d'avancement du PDO, PS, MR, AGR ;
- Renforcer la communication et la visibilité en vue de valoriser la PSCI-PGO ;
- Archiver les documents ressources du processus de renforcements des capacités.

Au Plan International

❖ **Les Ateliers**

➤ **ATELIER SUR LA CORRUPTION EN AFRIQUE : MOBILISATION CITOYENNE**

Le vendredi 12 octobre 2023, s'est tenue de 12H10 à 13H35 une rencontre en ligne des Osc africaines de lutte contre la corruption sur la thématique de « **l'Engagement Civique Africain Sur la Corruption** » (**Corruption en Afrique : Mobilisation citoyenne**). Animée par Tarik Nesh Nash et Hiba El Hababi, la rencontre a enregistré la participation des acteurs et représentants des Ong de lutte contre la corruption en Afrique. D'une manière générale, la

Initiative pour la justice sociale, la Transparence et la Bonne gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCAIL JUSTICE). Tel: +225 27 21 77 63 73/+225 07 69 63 40 62 email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjusticeci.org

rencontre a eu pour but de présenter les résultats du sondage sur les relations entre les Osc de lutte contre la corruption. De manière spécifique, la rencontre a porté sur les points suivants :

- Travailler avec les instances politiques de lutte contre la corruption ;
- Améliorer les relations entre les Osc et les instances de lutte contre la corruption ;
- Discuter des résultats des sondages

➤ **ATELIER SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES**

Le jeudi 26 janvier 2023, de 13H à 15H20 s'est tenue une rencontre virtuelle des représentants de PAI sur **La Gestion des Finances Publiques et la Mobilisation des Ressources Nationales**. Présidé par Jennifer Sleboda, Chef de Projet à **Champion Of Global Reproductive Rights (PAI)**, la rencontre a enregistré la participation des représentants africains de PAI.

Objectif général :

Renforcer les capacités de l'équipe projet sur la gestion des finances publiques.

Objectif spécifique :

Outils les participants sur la mobilisation des ressources nationales.

➤ **ATELIER DES PARTENAIRES DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL- AFRIQUE SUR LES FACILITATEURS PROFESSIONNELS**

Le mardi 24 octobre 2023, s'est tenue de **09H30 à 11H30** une rencontre en ligne des partenaires de Transparency International – Afrique sur « **Les Facilitateurs Professionnels** » Animée par sur Amrith Chheang et Vincent Freigang, la rencontre a enregistré la participation des acteurs et représentants des Ong africaines de lutte contre la corruption. D'une manière générale, cette rencontre avait pour but de parcourir les sujets suivants : le rapport sur les facilitateurs ; la mise à jour de la stratégie de plaidoyer ; le plan de campagne BOT ; la mise à jour et questions ; les réponses sur la recherche.

Objectifs spécifiques :

- Identifier les schémas de comportement des facilitateurs professionnels ;
- Informer les actions de politiques sur les facilitateurs professionnels ;
- Présenter la version du document sur les cas de corruption.

II- ETAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

Au cours de la mise en œuvre des projets, notamment le projet : « Redevabilité des gouvernements en matière de budgets consacrés à la Planification familiale », nous avons fait des constats à deux niveaux. En premier lieu, au niveau du plaidoyer budgétaire, le constat est que les acteurs impliqués dans le plaidoyer n'ont pas la culture de redevabilité, cela nous a emmené à solliciter l'appui technique des institutions qui font la promotion de la redevabilité au niveau national et international, notamment la CAIDP et le CT-OGP. Le second lieu, s'agit du financement de la planification familiale et des produits contraceptifs. A cet effet, l'idéal serait de soutenir les efforts du gouvernement à travers la sensibilisation au niveau local pour que les mairies parviennent à la création d'une ligne budgétaire dédiée aux produits contraceptifs dans le budget communal. Les populations restant indifférent au suivi du financement de la PF, il est nécessaire de faire une sensibilisation afin que les populations s'intéressent au suivi du financement de la PF et des produits contraceptifs. Cela permettra au gouvernement d'être plus transparent en matière de gestion des ressources allouées à la PF et aux produits contraceptifs. La communication étant faible autour du financement de la PF, il convient donc de développer la communication autour du suivi du financement de la PF en réalisant des émissions radios et en produisant des films pour susciter une plus grande implication des populations. Le projet a débuté le 1^{er} avril 2022 et a pris fin le 30 septembre 2023 et nous notons que toutes les activités du projet ont été menées. En ce qui concerne le projet « Rallying Efforts to Accelerate Progress (REAP) », les activités sont bien menées et le projet qui a débuté le 1^{er} avril 2021 s'achèvera le 31 mars 2024.

II- LECONS APPRISES ET PERSPECTIVES

❖ LECONS APPRISES

Au cours de cette année 2023, l'ONG SOCIAL JUSTICE a mené plusieurs activités. A cet effet, plusieurs leçons ont été apprises. Ce sont entre autres :

- Associer la communication aux différents plaidoyers qui sont faits afin que ceux-ci aient plus d'impacts
- Renforcer l'utilisation des NTIC pour plus de visibilité des actions de SOCIAL JUSTICE ;

- Sensibiliser la société civile à se former sur les questions de finances publiques car ce sont des données très sensibles ;
- La question de suivi et évaluation des projets devra être une place de choix pour contribuer à la documentation des projets, à la pérennisation des acquis ;
- S'organiser en coalition pour mener des plaidoyers afin d'avoir un plus grand impact.

❖ PERSPECTIVES

En vue de relever les défis rencontrés au cours de la mise en œuvre des projets, Social Justice prévoit pour les projets à venir de :

- Associer les ministères et les institutions dans la mise en œuvre des projets ;
- Communiquer et rendre visible de manière régulière les activités réalisées dans la mise en œuvre des projets ;
- Entreprendre dans le cadre de la PF des discussions avec la CAIDP dans le but de faire intégrer les informations budgétaires de la PF et des produits contraceptifs dans son projet de typologie d'information ;
- Collaborer de manière proactive avec les ministères et institutions afin de fournir les données détaillées sur le blanchiment de capitaux et les flux financiers illicites pour faciliter les travaux de recherche des consultants ;
- Encourager les Osc intervenant dans le domaine de la lutte contre la corruption à mener des études sur la question des flux financiers illicites ;
- Vulgariser des informations relatives à la disponibilité des fonds alloués et décaissés dans le cadre de la planification familiale ;
- Travailler en synergie avec les autres acteurs de la société civile pour donner du succès et de la voix aux diverses actions ;
- Sensibiliser la société civile à se former sur la thématique de la corruption particulièrement sur la notion du blanchiment de capitaux et les flux financiers illicites ;

CONCLUSION

Au total dans sa mission de justice sociale, de transparence et de bonne gouvernance, l'ONG SOCIAL JUSTICE a réalisé des projets, a participé a des séminaires, a des conférences et à des ateliers afin de contribuer à des changements institutionnels, socioculturels dans les pratiques des populations et surtout pour le développement de la Côte d'Ivoire. C'est pourquoi en tant qu'acteur de la société civile ivoirienne engagée pour accompagner le Gouvernement pour le développement de la Côte d'Ivoire, SOCIAL JUSTICE faisant de son leitmotiv la participation citoyenne des populations aux politiques publiques, invite tous ses sympathisant(e)s désireux (ses) d'apporter leur pierre à la construction de l'édifice "Ivoire" à s'inscrire sur son site internet.